CHS-CT DU 19 SEPTEMBRE 2017
Compte-rendu et analyses

1. Propositions d'actions

Comme d'habitude, nous étaient proposées des actions pour la sécurité (incendie et risques électriques, batterie des défibrillateurs...), des équipements ergonomiques pour les agents (sur prescription du médecin de prévention), aménagement et réparation des locaux (stores, travaux d'accessibilité...)
De plus en plus le budget du CHS-CT est sollicité pour financer des travaux ou des achats qui ne relèvent pas strictement de ses compétences : ainsi, des réparations sur le matériel du restaurant administratif de Soyaux étaient proposées. Ces dépenses relevaient habituellement soit du CDAS (comité départemental d'action sociale) soit de la DG. Nous avons donc demandé que le circuit de financement soit clarifié. Devant l'urgence des réparations nécessaires, pour la sécurité des personnels, nous avons voté pour.
L'achat de souris sans fil (avec piles), demandé par un service, a été différé. Il nous a semblé préférable d'étudier d'autres solutions moins énergivores, coûteuses et toxiques pour l'environnement.
Etait présentée aussi l'acquisition de tapis de souris dits ergonomiques avec un coussinet en gel. Lors d'une cession de la formation « Gestes et postures », les agents ont été informés par le formateur que ce genre d'équipement avait plus de risques que de bienfaits : effets nocifs notamment pour les personnes souffrant de problèmes de canal carpien, ou ayant été opérées suite à ce problème, notamment la compression et l'empêchement de la circulation sanguine.
En revanche, les représentants du personnel ont proposé l'achat de souris ergonomiques, dans un premier temps pour les faire tester par les agents souffrant de TMS. Si vous êtes concernés, n'hésitez pas à contacter le MDP ou l'AP. L'objectif est de vous les faire tester rapidement pour éventuellement, si l'essai est probant, doter le plus d'agents possibles d'ici la fin d'année.
Après le CHS-CT du 19 septembre, reste environ 8 000 € sur le budget du CHSCT. Plusieurs opérations sont en attente (notamment réfection de sols présentant des trous à Soyaux).
Comme d'habitude, vos suggestions sont les bienvenues !

2. Conditions de Vie au Travail : baromètre social et tableau de bord de veille sociale (TBVS)

Deux fiches étaient présentées par la direction, l'une portant sur le baromètre, l'autre sur le TBVS.

Notre analyse du baromètre charentais
(voir aussi l'Unité 1086 du 16 mai pour l'analyse des résultats nationaux)

Observatoire 2016 : toujours plus pire …..

Lorsqu'en 2012 l'Observatoire interne destiné à mesurer le ressenti des agents a été mis en place, la situation était mauvaise. Très mauvaise. Du coup, elle ne pouvait que s'améliorer pensait-on. Enfin «on »….pas tout le monde. Car les organisations syndicales, qui avaient depuis longtemps pris la mesure de la dimension du malaise d'abord, puis du mal-être qui planait dans les services, avaient alerté sur l'idée qu'on «ne résout pas les problèmes avec ceux qui les ont engendrés ». Mais elles ont joué le « jeu » du dialogue, avant de jeter l'éponge, devant la manque évident de volonté de l'administration d'améliorer réellement les conditions de vie au travail des agent.e.s.

4 ans après, en décembre 2016, 46 673 agents de la DGFIP ont répondu à l'enquête, soit 44 % de participation. Elle s'étiole au fil du temps : 54 % en 2013, 49,5 % en 2015. Le même phénomène s'observe en Charente, même s'il est moins marqué.
Mais à y regarder de plus près, les chiffres sont éloquents en Charente aussi : 73 % des agents sont pessimistes sur leur avenir au sein de leur administration (ils étaient 65 % en 2015), 74 % (66 % en 2015) affirment manquer de temps pour accomplir correctement leur travail, 80 % (77 % en 2015) déclarent ne pas avoir le temps de prendre connaissance des informations et de la documentation nécessaire à leur travail ! 71 % (soit 64 % en juin 2015) ont le sentiment de travailler dans l'urgence !

Les agent.e.s souffrent de plus en plus de stress, qu'ils évaluent, sur une échelle de 1 à 10, pour 89 % d'entre eux entre 5 et 10 (plus que le taux national), dont 49 % entre 8 et 10 (36 % en 2015). La charge de travail en reste la cause essentielle (pour 71 % contre 66 % en 2015).

82 % d'entre eux jugent le climat social mauvais ou très mauvais à la DGFIP (+13 points !). Ils et elles sont aussi 77 % (+15 points) à le penser au sein de la Direction ou structure.

Au sein de leur unité de travail le climat est mauvais pour « seulement » 31 % d'entre nous, mais ce chiffre augmente. Ce qui laisse penser que la collaboration et la solidarité entre les agent.e.s, qui permet de tenir malgré tout, sont affectées. Cela corrobore ce que nous observons en tant que membres du CHSCT.

Les attentes des agents de la DDFIP visent la rémunération, les conditions de travail, l'organisation interne et les méthodes de travail, qui constituent toujours les points sur lesquels les agents estiment qu'il faudrait agir en priorité. Sans oublier la qualité de service rendue aux usager.e.s, en 4ème position mais bien présente. Autant dire que les aspirations de nos collègues et de l'administration sont aux antipodes !

Dès lors, rien d'étonnant à ce que 84 % pensent que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens (76 % en juin 2015), qu'ils et elles soient nombreux et nombreuses à penser que l'administration ne les écoute toujours pas, et disent que l'attention portée aux conditions de travail est insuffisante.
Ils et elles ne croient plus à l'allègement des tâches, qui était pourtant le dada de M.Parent, et voient d'un œil mitigé le virage vers le tout numérique.

Combien de baromètres faudra-t-il encore aux Ministres, aux responsables de la DGFIP, aux Politiques pour comprendre que ce sont leurs décisions bornées qui tuent la DGFIP, fragilisent le Ministère, et ont un effet délétère sur les agent.e.s. ??
Le baromètre ne le dit pas...

Les mêmes vont pourtant continuer, comme vous, à gagner du temps, à mettre des rustines, en attendant de détruire.

Les actions conduites dans le cadre du plan d'action pour l'amélioration des conditions de vie au travail ne sont perçues positivement que par 19 % des agents (contre 23% en 2015), 77 % expriment sur le sujet un avis négatif.
Bref, vous avez tout faux.

En refusant tout échange sur le rôle et la place de l'encadrement, sur l'impact des décisions en matière de pilotage des missions, sur le niveau de charge et d'emploi, en refermant sitôt entrouverte la discussion sur le poids des indicateurs, la DGFIP porte l'entière responsabilité de la dégradation sans précédent des conditions de travail et des missions, et de leurs conséquences sur la santé des personnels.

Elle se borne à prendre la température du malade, à des fins purement statistiques, heureuse, enfin, de confier bientôt le thermomètre au Ministère. Et maintenant ?

Vous pourriez regarder la réalité en face, écouter les agents et leurs représentants, utiliser les rapports d'enquête et de visite, tout y est.
Vous pourriez vous opposer à la spirale infernale qui, en détruisant leur outil de travail, réduit les agent.e.s à des chiffres, des stocks, une variable d'ajustement, et fait de la DGFIP un endroit où ils et elles n'ont plus leur place.

(intervention de Solidaires Finances Publiques au CHSCT du 19 septembre 2017)

Le Tableau de Bord de Veille Sociale

Le TBVS est un ensemble d'indicateurs (nombre de jours posés sur CET, écrêtements en nombre d'agents et en heure, nombre de fiches de signalement, nombre de jours d'arrêt de travail...) qui donnent une vision, site par site, et au départemental, de l'état
Ce sont des chiffres, les constats sont faits et viennent confirmer ce que l'on savait déjà sur la situation de certains services, dixit la direction.

Et après !?

Les pistes de travail proposées par la direction sont limitées : simplifications (dits aussi « allègements »), amélioration de la communication, tutorat.
Or ce qui nous manque, c'est surtout du temps pour faire correctement le travail, donc des emplois ! Nous avons aussi besoin d'orientations claires sur les missions. Est-on encore au service des usagers ou de simples boîtes à stats ?

3. Fiches navette et de signalement

Deux fiches navettes et quatre fiches de signalement étaient à l'étude.

Attention appelée : les fiches de signalements sont essentielles pour nos actions, n'ayez pas peur de vous en servir. Elles apportent de l'eau à notre moulin quand nous expliquons le mal-être de plus en plus prégnant des agents.
Il est constaté que les fiches émanent essentiellement de Soyaux. Or nous savons que les problèmes existent ailleurs ! N'hésitez pas à le dire !

4. Questions diverses

L'attention de la direction a été appelée par les représentants du personnel sur la situation de certains services en particulière difficulté, difficultés sur la situation des effectifs ou difficultés matérielles.

Concernant les portes fermant le hall à Soyaux, nous avons demandé, comme ces portes sont maintenant fermées et les digicodes actifs, si une solution avait été trouvée pour pouvoir les déverrouiller à distance en cas de danger pour les usagers qui ne pourraient évacuer par la porte d'entrée (cf. les observations de Solidaires lors du CTL de juin).
En fait, aucune solution n'est encore trouvée, c'est toujours à l'étude…

La note nationale sur le DUERP-PAP pour la campagne 2017-2018 a été diffusée. Cette année, le recensement doit être exhaustif. Les chefs de services devront tenir des réunions courant octobre-novembre de manière à recenser les besoins. Ce sera le moment de s'exprimer !

Et depuis le CHS-CT…

Vous avez dû recevoir le courriel de l'IPSOS :

L'Observatoire Interne, l'enquête de climat interne des ministères économiques et financiers, est lancée aujourd'hui.
Vous êtes invité(e) à répondre à un questionnaire en ligne portant sur votre environnement professionnel, les conditions d'exercice de vos missions, la qualité de vie au travail, les politiques RH (formation, gestion des carrières, égalité professionnelle, etc.) ainsi que la qualité de service.

Cette enquête a lieu au niveau du ministère. Comment ça on veut noyer les mauvais résultats de la DGFIP ??

C'est une raison de plus pour faire savoir notre mécontentement !!
Répondons massivement !

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 10 OCTOBRE !

Vos représentant-e-s Solidaires Finances Publiques en CHS-CT :

Amélie BLANC, Fabienne DARDILHAC, Jean-René DAVY, Nathalie JABLI
Nous ont assisté en qualité d'expert-e pour ce CHS-CT Céline GROUSSARD
et François POUYDEBASQUE